**CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE GLOBALE GANHRI
ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU PACTE MONDIAL
POUR LES MIGRATIONS, BASÉ SUR LES DROITS DE
L'HOMME ET PERSPECTIVE DE GENRE: LE RÔLE DES
INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME**

Mercredi 6 mars 2019

Salle XVIII, Palais des Nations, Genève

10h00 à 18h00

Messieurs

Délégations d'Etat

Collègues des Institutions Nationales des Droits de l'Homme

Haut-Commissariat des Nations Unies

Je vous remercie d'avoir l'occasion d'être parmi vous aujourd'hui en ma qualité de Président de l'Alliance Globale des Institutions Nationales des Droits de l'Homme afin de clôturer cette conférence internationale au cours de laquelle nous avons pu analyser et débattre la mise en œuvre du Pacte Mondial pour les Migrations et de notre rôle important dans la réalisation des objectifs convenus.

La migration continue à être l'une des grandes préoccupations de notre époque. Nous avons connu et partagé ses conséquences, difficultés, défis, opportunités et avantages dans nos pays. Par conséquent, le panorama de la migration globale doit être compris comme la somme de ses diverses composantes modifiées en fonction du moment historique et du contexte global dans lequel nous nous trouvons.

Par conséquent, la réaction des États à ces phénomènes doit s'adapter aux exigences du monde, qui demandent aujourd'hui des solutions fondées sur la coopération et la poursuite du bien commun.

C'est ainsi que le Pacte Mondial pour des Migrations découle de la compréhension entre les États, qui vise à mettre en œuvre l'une des premières tentatives de gestion intégrée des flux migratoires au niveau international.

Je voudrais citer les paroles du Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, qui a affirmé que "le Pacte Mondial sur la migration est un hommage à la volonté des États Membres de s'écouter et de traiter des complexités de la migration d'une façon ouverte ~~dans ouvert~~ et intégral".

Les États qui font parties de ce Pacte mondial se sont engagés à augmenter les routes migratoires ~~de migration~~ régulières et à renforcer les outils permettant la protection des droits des migrants, en mettant particulièrement l'accent sur les mécanismes de coopération internationale, qui permettent d'élargir et de faciliter l'impact positif de la migration. Nous savons qu'il ne s'agit pas d'un défi aisé, cependant, nous devons viser ce type de solutions structurelles pour que les droits de cette population soient réellement exercés.

Le succès du Pacte Mondial des Migrations réside dans la capacité des divers acteurs à travailler ensemble à la recherche d'un objectif commun.

C'est là que je souhaite souligner la participation des Institutions Nationales des Droits de l'Homme, qui doivent jouer un rôle important afin d'assurer les garanties et la protection des droits fondamentaux des migrants et aussi générer les moyens nécessaires pour que la mise en œuvre du Pacte Mondial soit inclusive et avec une approche de genre, et les besoins spécifiques de chaque communauté, en mettant l'accent sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les Institutions Nationales des Droits de l'Homme ont la responsabilité de créer des plans d'action, de surveiller et de suivre la mise en œuvre de ce qui a été accordé. Ils ont aussi

pour missions de renforcer les mécanismes de coopération internationale pour une migration sûre, ordonnée et régulière, ainsi que de recueillir des informations à chaque étape du processus de mobilité des migrants. Il doit aussi favoriser l'accès aux services essentiels, faciliter leur inclusion dans les dynamiques sociales de la communauté qui les reçoit et générer des outils pédagogiques pour éliminer toute forme de discrimination, entre autres contributions.

Parmi les piliers sur lesquels repose le Pacte Mondial des Migrations, le principal qui nous interpelle et sur lequel nous voulons mettre l'accent aujourd'hui est celui concernant la mise en œuvre de la perspective des genres. C'est à dire selon lequel les droits humains sont garantis et protégés, notamment celui des femmes et des filles à toutes les étapes de la migration, et que leurs besoins spécifiques soient pris en compte de manière appropriée.

Les migrations internationales se sont féminisées de manière significative à mesure que davantage de femmes migrent seules et non en tant que membres dépendants de la famille. Aujourd'hui, la migration féminine représente environ 50% du total mondial, et l'un des facteurs qui ressort le plus dans ces tendances, est le fait qu'il existe une discrimination fondée sur le genre dans les pays d'origine et de destination, ainsi que pendant la migration. Il est donc essentiel de reconnaître leur vulnérabilité lors des processus de mobilité humaine.

Les conditions qui prévalent tant dans la société en général que dans la conception des politiques de protection de la population féminine ont une incidence sur la manière dont les femmes et les filles migrent.

Par conséquent, dans le cadre des objectifs du Pacte Mondial des Migrations, les États membres, avec notre participation en tant qu'institutions nationales des droits de l'homme, devons générer les alternatives et les plans d'action

pertinents pour protéger les droits fondamentaux des femmes migrantes.

Comme indiqué à l'article 3 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, celles-ci doivent être prises "dans tous les domaines, et en particulier dans les domaines politique, social, économique et culturel, toutes les mesures appropriées, y compris de nature législative, visant à assurer le développement complet et la promotion de la femme, afin de garantir l'exercice et la jouissance des droits humains et des libertés fondamentales à égalité avec les hommes".

C'est ainsi que les Institutions Nationales des Droits de l'Homme doivent disposer d'outils suffisants pour traiter les migrants de manière à ne pas violer leurs droits et à maintenir cette perspective de genre, qui permet de reconnaître les besoins différenciés des femmes et des filles migrantes.

Afin de diriger nos efforts vers une approche de genre, nous devons mettre l'accent sur la promotion de l'égalité et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, en reconnaissant leur indépendance et leur leadership.

Par conséquent, cette Conférence Internationale a été un espace idéal pour partager des expériences, des bonnes pratiques, des initiatives et des perspectives sur notre rôle de défenseurs des droits de l'Homme et en tant que moyen de mettre en œuvre le Pacte Mondial pour la Migration de manière durable et inclusive. Les résultats obtenus au cours de cette journée constituent une étape supplémentaire dans la mise en œuvre effective de ce pacte axé sur le genre.

Pour conclure, je dois dire que les droits fondamentaux des femmes et des filles migrantes doivent être une priorité dans chacun de nos pays. La participation de chaque membre présent ici représente une contribution importante au renforcement des mécanismes de protection des droits de la

population migrante à l'échelle internationale, pour laquelle je vous remercie de votre présence aujourd'hui.

En tant que président de l'Alliance Globale des Institutions Nationales des Droits de l'Homme, je vous invite à continuer à travailler ensemble à la création de stratégies et de principes nous permettant de défendre pleinement les droits fondamentaux de la population, en particulier de ceux qui nécessitent une plus grande attention.

Merci de votre attention.